



Eurobaromètre Standard 77 Printemps 2012

EUROPE 2020

RAPPORT

Terrain : mai 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 77 / Printemps 2012 – TNS Opinion & Social

Eurobaromètre Standard 77
Printemps 2012

Europe 2020

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
Unité « Recherche et speechwriting »

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020.....	4
II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020.....	8
III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE	13

ANNEXES

Spécifications techniques

INTRODUCTION

La stratégie Europe 2020 a été lancée en mars 2010 par la Commission européenne afin de préparer l'économie européenne aux principaux enjeux et défis de la décennie 2010-2020¹ et de favoriser les conditions d'une croissance innovante, durable et inclusive du plus grand nombre.

La perception de cette stratégie-cadre par l'opinion publique européenne est mesurée depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73). Dans cette enquête du printemps 2012 (EB77), elle est mesurée au moyen de trois indicateurs. En premier lieu, les Européens sont interrogés sur l'importance qu'ils prêtent aux sept initiatives définies par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Dans un second temps, ils sont questionnés sur le réalisme des objectifs chiffrés que fixe cette stratégie pour l'horizon 2020. Enfin, après avoir pris connaissance de ces initiatives-phares et de ces objectifs quantitatifs, les Européens sont amenés à juger de manière positive ou négative la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise.

A l'exception des jugements sur la politique de sortie de crise, qui peuvent connaître d'importantes variations, les indicateurs d'opinion de la stratégie Europe 2020 sont avant tout caractérisés par une grande stabilité. Depuis le printemps 2010, l'importance des initiatives-phares et la crédibilité des objectifs quantitatifs font ainsi globalement consensus au sein de l'Union européenne. Cette stabilité traduit le souhait largement majoritaire au sein de l'opinion européenne de voir l'UE entreprendre tout ce qu'elle peut pour surmonter la crise et les difficultés actuelles.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 12 et le 27 mai 2012 dans 34 pays ou territoires² : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Les questions relatives à la stratégie Europe 2020 ont été posées uniquement dans les 27 Etats membres de l'Union européenne.

Le rapport complet de l'étude Eurobaromètre Standard est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'étude Eurobaromètre Standard. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; la citoyenneté européenne ; les valeurs. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union européenne telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

¹ http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm

² Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays

* * * * *

32.728 personnes provenant de groupes sociaux et démographiques différents ont été interrogées en face-à-face à leur domicile et dans leur langue maternelle, à la requête de la Commission européenne. La méthodologie utilisée est celle des études Eurobaromètre menées par la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)³. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance⁴.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Les Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Le Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – 27 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine ****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SL, SK**
ME	Monténégro	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
		Hors-zone euro	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
RS	Serbie		

* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

** Les NEM12 sont les 12 "nouveaux Etats membres" qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

*** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

**** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

³ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

⁴ Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

- Les différentes initiatives, à commencer par les initiatives sociales et environnementales, continuent d'être jugées importantes par une large majorité d'Européens, malgré un léger recul depuis l'automne 2011 -

Les personnes interrogées étaient d'abord invitées à caractériser le degré d'importance de sept initiatives définies par l'Union européenne⁵ pour sortir de la crise financière et économique et préparer au mieux l'avenir dans le cadre de la stratégie Europe 2020. A cette fin, elles étaient appelées à attribuer une note de 1 à 10 à chacune d'entre elles, 1 signifiant qu'elles la considéraient comme « pas importante du tout » et 10 comme « très importante ». Les pourcentages ont été ensuite agrégés en trois catégories de réponse : « important » pour les notes de 7 à 10, « moyennement important » pour les notes 5 et 6 et « pas important » pour les notes de 1 à 4. La même question avait été posée lors de l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76).

Depuis sa mise en place au sein de l'Eurobaromètre, dans l'enquête EB73 du printemps 2010, cet indicateur se caractérise avant tout par sa grande stabilité. Il n'est affecté en effet que par des évolutions marginales et se trouve donc déconnecté des effets de conjoncture liés à la crise. Enquête après enquête, les Européens s'accordent ainsi très largement sur l'importance des initiatives définies dans la stratégie Europe 2020, avec des variations de l'importance perçue n'ayant jamais dépassé 3 points – au niveau de la moyenne européenne - depuis le printemps 2010. Six initiatives sur sept continuent d'être considérées comme importantes par une majorité absolue d'Européens ; parmi elles, les mesures sociales et environnementales demeurent en tête de la hiérarchie, devant les mesures visant à soutenir la compétitivité, l'éducation et l'innovation. La crise suscite au sein de l'opinion européenne une demande solidement constituée et constante au fil du temps d'action en matière d'emploi, de croissance durable, de compétitivité et de lutte contre la pauvreté.

Dans le détail, plus de sept Européens sur dix jugent important d'« **aider les gens pauvres et socialement exclus et de leur permettre de prendre une part active dans la société** » (78%, -1 point par rapport à l'enquête EB76 de l'automne 2011), de « **moderniser les marchés de l'emploi en visant à l'augmentation du niveau des emplois** » (78%, stable) et de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (73%, -2). Depuis la mise en place de cet indicateur dans l'enquête Eurobaromètre du printemps 2010 (EB73), lutte contre les exclusions, emploi et développement durable se sont invariablement placés dans le trio de tête des initiatives de la stratégie Europe 2020 perçues comme les plus importantes.

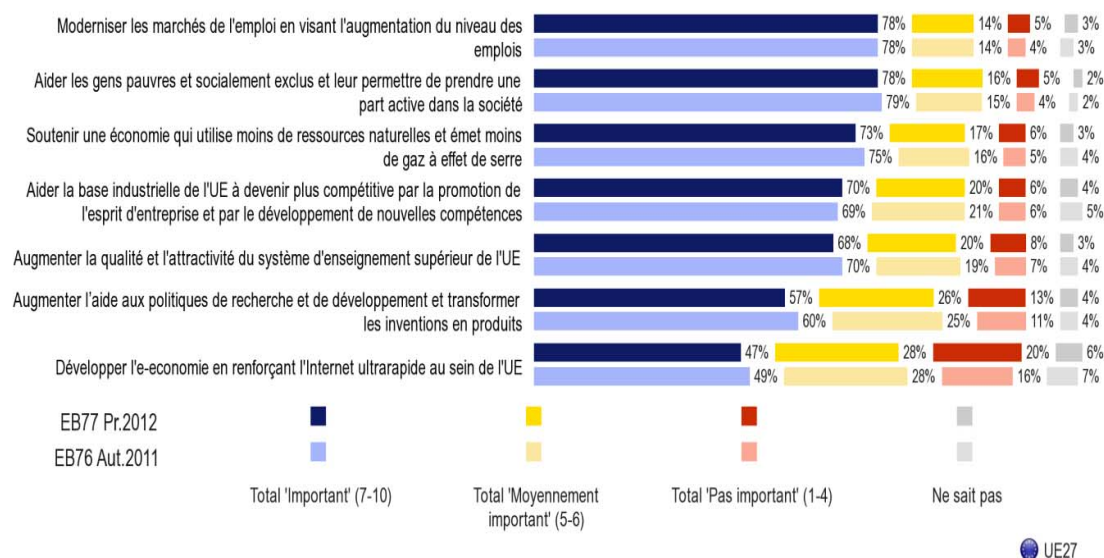
Trois initiatives réunissent ensuite entre 57% et 70% des Européens sur l'importance de leur mise en œuvre : il s'agit de « l'aide à la base industrielle de l'UE à devenir plus

⁵ QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (70%, +1 point), de « l'augmentation de la qualité et de l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (68%, -2) et de « l'augmentation de l'aide aux politiques de recherche et de développement et la transformation des inventions en produits » (57%, -3). Au sein de ce groupe, l'aide à la compétitivité se classe désormais juste devant l'amélioration du système éducatif, alors qu'elle arrivait derrière jusqu'à présent.

Dans cette hiérarchie, une seule initiative apparaît comme plus secondaire aux yeux des Européens. Le « développement de l'économie numérique en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE » est en effet jugé important par moins d'un Européen sur deux (47%, -2 points). Un peu plus d'un quart des personnes interrogées jugent cette initiative « moyennement importante » (28%, stable), et 20% (+4) « pas importante ».

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



Le caractère important des principales initiatives Europe 2020 suscite un large consensus au sein de la population de l'Union européenne : une majorité absolue des personnes interrogées dans les pays UE15, NEM12, de la zone euro ou n'appartenant pas à cette zone s'accordent sur l'importance des six premières initiatives à des niveaux similaires à la moyenne européenne, et sans différence significative entre eux. Par ailleurs, l'analyse nationale révèle que les cinq premières initiatives testées rassemblent toutes, sur leur niveau d'importance, une majorité absolue des personnes interrogées dans chaque pays de l'UE.

Les jugements sur l'importance de la modernisation du marché du travail et l'augmentation de l'emploi s'échelonnent ainsi de 70% au Luxembourg, en France et en Italie à 94% à Chypre. Ceux sur l'importance de l'aide à l'insertion sociale des personnes en difficultés oscillent entre 69% en Italie et 93% à Chypre. Les opinions sur l'importance du soutien à une économie durable et moins émettrice de gaz à effet de serre varient entre 65% au Royaume-Uni et 87% en Bulgarie. Celles sur l'importance d'une aide à la compétitivité par le développement de l'esprit d'entreprise trouvent leur point le plus élevé en Bulgarie (89%) et le moins élevé en Pologne (64%). Enfin, l'amélioration de la qualité du système éducatif réunit sur son degré d'importance entre 86% des personnes interrogées en Espagne et 56% en Italie et au Royaume-Uni.

Les différences nationales sont plus notables pour deux initiatives, l'aide à la recherche et à l'innovation et plus encore le développement de l'e-économie. Dans trois pays, l'aide aux politiques de recherche, de développement et d'innovation est perçue comme secondaire : 41% des personnes interrogées au Luxembourg, 43% de celles interrogées en France et 45% de celles interrogées au Royaume-Uni la considèrent comme importante. La perception de l'importance est stable au Royaume-Uni (-1 point) mais recule notablement en France (-5) et surtout au Luxembourg (-15). C'est en Irlande (76%) que la perception de l'importance de cette initiative s'établit à l'inverse au plus haut.

Le développement de l'économie numérique apparaît comme une initiative secondaire dans douze pays (Belgique, République tchèque, Danemark, Allemagne, Estonie, France, Luxembourg, Pays-Bas, Slovaquie, Finlande, Suède et Royaume-Uni), avec, au sein de ce groupe, les plus faibles niveaux d'importance perçue mesurés en Suède (22%), au Luxembourg (28%) et au Danemark (30%). Les actions en faveur de l'e-économie sont en revanche perçues majoritairement comme importantes dans les quinze autres pays, cette perception étant la plus marquée en Bulgarie (71%), en Irlande (71%), en Grèce (62%), à Chypre (61%) et en Slovaquie (61%). Le développement de l'économie numérique est la seule initiative suscitant une nette différence d'appréciation entre pays UE15 et NEM12 : 56% des personnes interrogées au sein des pays NEM12 caractérisent cette initiative comme importante, pour 44% de celles interrogées au sein des pays UE15.

QB1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Réponses: Total 'Important' (7-10)

	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'internet ultrarapide au sein de l'UE
UE27	78%	78%	73%	70%	68%	57%	47%
UE15	77%	77%	73%	69%	68%	56%	44%
NEM12	83%	79%	73%	73%	68%	62%	56%
Zone euro	78%	78%	75%	70%	70%	58%	47%
Hors-zone euro	79%	77%	71%	69%	63%	56%	46%
BE	77%	78%	71%	67%	66%	53%	36%
BG	92%	88%	87%	89%	80%	74%	71%
CZ	87%	74%	75%	77%	67%	61%	46%
DK	76%	73%	73%	65%	71%	63%	30%
DE	79%	79%	79%	66%	79%	63%	46%
EE	75%	71%	70%	74%	66%	50%	46%
IE	85%	84%	74%	81%	78%	76%	71%
EL	86%	88%	78%	76%	80%	67%	62%
ES	87%	90%	82%	78%	86%	71%	53%
FR	70%	71%	70%	66%	58%	43%	33%
IT	70%	69%	67%	67%	56%	53%	51%
CY	94%	93%	78%	86%	84%	60%	61%
LV	87%	80%	71%	82%	72%	51%	51%
LT	80%	80%	80%	78%	72%	65%	60%
LU	70%	78%	74%	65%	63%	41%	28%
HU	87%	86%	80%	81%	69%	67%	54%
MT	88%	87%	82%	77%	84%	67%	54%
NL	77%	79%	75%	71%	68%	56%	39%
AT	81%	78%	82%	69%	76%	65%	51%
PL	76%	74%	67%	64%	60%	57%	55%
PT	84%	86%	68%	77%	73%	65%	55%
RO	85%	84%	74%	75%	74%	63%	59%
SI	89%	86%	70%	80%	62%	61%	47%
SK	93%	80%	81%	85%	77%	71%	61%
FI	85%	87%	81%	78%	60%	56%	45%
SE	76%	87%	86%	72%	67%	67%	22%
UK	74%	72%	65%	65%	56%	45%	37%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

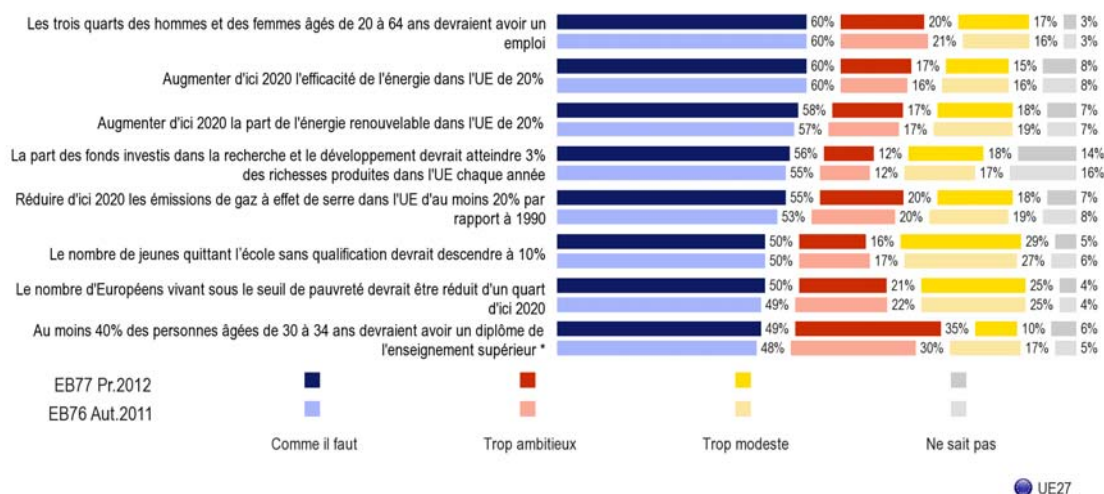
- Les différents objectifs chiffrés d'Europe 2020 restent crédibles pour une majorité d'Européens, malgré un très léger recul depuis le printemps 2010 -

Les personnes interrogées étaient ensuite amenées à se prononcer sur le réalisme des objectifs quantitatifs chiffrés fixés par l'UE dans le cadre de cette stratégie Europe 2020, en les jugeant de trois manières possibles : «comme il faut», «trop ambitieux» ou «trop modeste»⁶. Comme lors des enquêtes précédentes, les objectifs testés sont considérés «comme il faut», c'est-à-dire crédibles, par une large majorité d'Européens. Sept sur huit rassemblent en effet une majorité absolue des personnes interrogées sur leur réalisme et le dernier réunit une large majorité relative. Dans le détail :

- 60% des Européens s'accordent sur le réalisme de l'objectif visant à ce que « les trois quarts des hommes et femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi » et sur celui « d'augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% ».
- 58% considèrent que l'objectif « d'augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% » est crédible.
- 56% portent un jugement similaire sur l'objectif fixant que « la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteigne 3% des richesses produites dans l'UE chaque année ».
- 55% jugent « comme il faut » l'objectif de réduction d'ici 2020 des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 ».
- 50% pensent que les objectifs de « faire descendre à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification » et de « réduire d'un quart d'ici 2020 le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté » sont des objectifs réalistes.
- Enfin, 49% estiment que l'objectif « qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans aient un diplôme de l'enseignement supérieur » est réaliste, 35% le jugeant à l'inverse trop ambitieux, et 10% trop modeste.

⁶ QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



* Cet item était formulé légèrement différemment dans l'enquête EB76 :
« Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification »

Comme le précédent, cet indicateur se caractérise par une importante stabilité depuis sa mise en place. Les évolutions sont donc mineures par rapport à l'enquête précédente de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2011. Le réalisme perçu est stable pour trois objectifs, en hausse d'un point pour quatre et de deux points pour un. Par ailleurs, la progression des réponses « trop ambitieux » (+5 points) concernant l'objectif d'amener 40% d'une génération à un diplôme de l'enseignement supérieur resserre un peu le rapport d'opinion (49% contre 35% aujourd'hui, pour 48% contre 30% à l'automne 2011), mais cette évolution résulte sans doute en partie de la modification de l'item*. Il n'en demeure pas moins que l'enseignement principal reste celui qui avait déjà été mis en lumière dans les rapports précédents, à savoir qu'une majorité d'Européens considère comme réalistes et atteignables tous les objectifs quantitatifs de la stratégie Europe 2020.

En tendance longue, les évolutions depuis l'enquête EB73 du printemps 2010 restent minimales mais soulignent toutefois un très léger impact de la crise pour cet indicateur. En effet, alors que la perception du réalisme des objectifs quantitatifs environnementaux et de recherche-développement reste parfaitement stable entre le printemps 2010 et le printemps 2012, celle du réalisme des objectifs sociaux (emploi, nombre de jeunes sans qualification, réduction de la pauvreté, augmentation du niveau de diplôme d'une classe d'âge) est en recul de trois points sur la même période. Ces objectifs demeurent donc majoritairement perçus comme atteignables mais avec une tendance à une légère érosion, liée sans doute aux difficultés économiques et sociales au sein de l'Union européenne.

QB2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste -%UE
Réponse: Comme il faut

	EB73 Pr.2010	EB74 Aut.2010	Diff. Aut.2010 - Pr.2010	EB75 Pr.2011	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	EB76 Aut.2011	Diff. Aut.2011 - Pr.2011	Diff. Aut.2011 - Pr.2010	EB77 Pr.2012	Diff. Pr.2012 - Aut.2011	Diff. Pr.2012 - Pr.2010
Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	63%	59%	-4	61%	+2	60%	-1	-3	60%	=	-3
Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	60%	59%	-1	60%	+1	60%	=	=	60%	=	=
Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	58%	57%	-1	57%	=	57%	=	-1	58%	+1	=
La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	56%	54%	-2	56%	+2	55%	-1	-1	56%	+1	=
Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	55%	53%	-2	54%	+1	53%	-1	-2	55%	+2	=
Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	53%	51%	-2	51%	=	50%	-1	-3	50%	=	-3
Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	53%	48%	-5	50%	+2	49%	-1	-4	50%	+1	-3
Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur *	52%	48%	-4	50%	+2	48%	-2	-4	49%	+1	-3

L'analyse des résultats nationaux révèle d'abord un doute plus marqué des opinions grecques et luxembourgeoises sur le réalisme de ces objectifs. Ces deux pays sont ainsi les seuls où aucun des huit objectifs testés ne recueille une majorité absolue de citations sur son caractère réaliste. Elle montre ensuite que les contrastes entre pays sont plus marqués sur les objectifs éducatifs (faire reculer le nombre de jeunes sans qualification et faire qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans soient diplômées du supérieur) et sur l'objectif social de lutte contre la pauvreté que sur les objectifs environnementaux, emploi et de recherche-développement.

De manière détaillée, **l'objectif de faire que les trois quarts des hommes et des femmes âgées de 20 à 64 ans aient un emploi** est jugé réaliste par une majorité absolue des personnes interrogées dans 23 pays de l'UE - avec le plus grand nombre de citations en Roumanie (71%) - et par une majorité relative en Suède (49%), au Luxembourg (47%), à Chypre (42%) et en Grèce (40%). Le plus haut niveau de citations concernant le caractère trop ambitieux de cet objectif est relevé en Grèce (31%).

Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'Union européenne de 20% est un objectif considéré comme réaliste par une majorité absolue des personnes interrogées dans 24 Etats membres - avec le niveau le plus élevé en Lituanie (72%) - et par une majorité relative en Autriche (48%), au Luxembourg (48%) et en Grèce (47%). Alors que les réponses « trop modeste » et « trop ambitieux » s'équilibrent à peu près au Luxembourg et en Grèce, la réponse « trop modeste » est sensiblement plus citée en Autriche (33% contre 14% « trop ambitieux »). Ces trois pays sont également les seuls où la perception de **l'augmentation d'ici 2020 de la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%** comme objectif réaliste réunit moins de la moitié des personnes interrogées (45% au Luxembourg, 46% en Grèce et 47% en Autriche). Là encore, l'opinion autrichienne se distingue avec 37% de citations jugeant cet objectif trop modeste (contre 14% « trop ambitieux »).

L'objectif de consacrer 3% des richesses de l'Union européenne à la recherche-développement réunit sur son caractère crédible une majorité absolue des personnes interrogées dans 23 pays (avec le plus haut niveau de citations en Lituanie (67%) et une majorité relative en France (49%), en Grèce (41%) et au Luxembourg (39%).

La perception du réalisme de **l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990** rassemble une majorité absolue de citations dans 18 pays de l'UE, avec l'intensité maximale en Italie (65%). Elle arrive de manière relative au premier rang des citations dans les neuf autres pays, en Hongrie (49%), aux Pays-Bas (48%), au Danemark (48%), en Suède (46%), en Belgique (46%), en Autriche (45%), en Grèce (43%), à Chypre (42%) et au Luxembourg (38%). Au sein de ces pays, l'opinion luxembourgeoise est la plus nombreuse à juger cet objectif trop ambitieux (30%) alors que l'opinion suédoise, à l'inverse, est la plus nombreuse à le considérer comme trop modeste (39%).

L'opinion suédoise se distingue par ailleurs dans l'appréciation de l'objectif visant à **faire reculer à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification** en étant la seule au sein de l'UE à le considérer majoritairement comme trop modeste (54%). Cet objectif apparaît réaliste à une majorité absolue des personnes interrogées dans 13 pays de l'UE, avec le plus haut niveau en Roumanie (65%). Le réalisme de cet objectif est cité en premier dans les 13 autres pays de l'Union européenne, avec des rapports d'opinion toutefois serrés au Luxembourg (37% le jugent réaliste contre 36% « trop modeste »), en Allemagne (43% contre 41%), en Autriche (42% contre 37%), en France (41% contre 36%) et en Belgique (42% contre 35%). A Chypre (42% de réponses « comme il faut ») et en Grèce (41%), c'est au contraire la perception d'une trop grande ambition (31% dans les deux pays) qui concurrence le réalisme perçu de cet objectif.

Le réalisme de l'objectif de **la réduction d'un quart de la pauvreté dans l'Union européenne** n'arrive pas en première réponse dans trois pays de l'UE: en Suède (44% de réponses « trop modeste », 13% de réponses « trop ambitieux » et 40% de réponses « comme il faut »), en Grèce (37% de réponses « trop modeste », 33% de réponses « trop ambitieux » et 28% de réponses « comme il faut ») et à Chypre (36% de réponses « trop ambitieux », 33% de réponses « trop modestes » et 30% de « comme il faut »). La perception du réalisme arrive à égalité avec celle d'un manque d'ambition en Autriche (41%). Les citations considérant cet objectif comme réaliste arrivent en tête de manière relative dans 12 pays, et absolue dans 11, le niveau le plus élevé étant constaté en Roumanie (65%).

Enfin, huit pays se démarquent sensiblement dans la perception de **l'objectif visant à ce qu'au moins 40% des 30-34 ans aient un diplôme de l'enseignement supérieur**. Cet objectif est ainsi perçu comme trop ambitieux par une majorité absolue des personnes interrogées aux Pays-Bas (68%), en Allemagne (58%), en Estonie (54%) et par une majorité relative en Slovaquie (48% pour 43% le considérant « comme il faut »), en République tchèque (47% pour 46%), en Autriche (47% pour 37%), en France (46% pour 40%) et au Luxembourg (44% pour 38%). Dans tous les autres pays, la perception « réaliste » arrive en tête des citations, avec une majorité absolue dans neuf pays, et les meilleurs scores en Espagne (64%) et en Italie (63%).

QB2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?
Réponse: Comme il faut

	Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur *
UE27	60%	60%	58%	56%	55%	50%	50%	49%
BE	53%	52%	50%	53%	46%	42%	37%	43%
BG	62%	57%	56%	50%	54%	50%	49%	42%
CZ	51%	55%	52%	60%	51%	53%	41%	46%
DK	62%	64%	57%	65%	48%	54%	52%	58%
DE	57%	57%	51%	59%	52%	43%	46%	35%
EE	57%	58%	58%	52%	51%	45%	46%	34%
IE	57%	51%	52%	51%	52%	49%	48%	48%
EL	40%	47%	46%	41%	43%	41%	28%	46%
ES	62%	67%	68%	61%	63%	61%	61%	64%
FR	58%	61%	57%	49%	51%	41%	39%	40%
IT	66%	66%	64%	57%	65%	58%	58%	63%
CY	42%	55%	56%	52%	42%	42%	30%	48%
LV	59%	67%	67%	61%	61%	49%	55%	47%
LT	66%	72%	69%	67%	63%	56%	64%	59%
LU	47%	48%	45%	39%	38%	37%	37%	38%
HU	53%	55%	51%	55%	49%	47%	39%	51%
MT	59%	62%	60%	51%	56%	60%	55%	46%
NL	58%	58%	54%	55%	48%	47%	46%	26%
AT	57%	48%	47%	54%	45%	42%	41%	37%
PL	59%	64%	60%	60%	61%	56%	56%	59%
PT	61%	56%	55%	55%	54%	56%	54%	55%
RO	71%	60%	61%	55%	58%	65%	65%	58%
SI	64%	68%	65%	61%	60%	61%	53%	46%
SK	53%	57%	57%	55%	52%	58%	44%	43%
FI	55%	61%	62%	59%	50%	52%	41%	45%
SE	49%	59%	53%	59%	46%	35%	40%	59%
UK	65%	60%	58%	54%	54%	48%	54%	49%
Pourcentage le plus élevé par pays					Pourcentage le plus bas par pays			
Pourcentage le plus élevé par item					Pourcentage le plus bas par item			

III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

- La tendance à la détérioration des jugements sur la politique de sortie de crise de l'Union européenne est enrayée dans cette enquête -

Avec un recul de huit points, les jugements positifs sur la politique de sortie de crise de l'Union européenne s'étaient fortement dégradés lors de la précédente enquête Eurobaromètre de l'automne 2011 (EB76). Cette tendance est stoppée dans cette enquête et s'inverse même légèrement mais insuffisamment toutefois pour revenir aux niveaux mesurés au printemps 2011 (EB75).





























Quatre Européens sur dix jugent aujourd'hui que l'UE « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux », un pourcentage en hausse de deux points par rapport à l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2011 (EB76). 31% (sans changement) considèrent à l'inverse que l'UE suit une mauvaise direction dans sa politique de sortie de crise. 20% (sans changement) répondent spontanément que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction et 9% (-2 points) n'expriment pas d'opinion⁷. Le rapport jugements positifs-jugements négatifs s'améliore donc en six mois, passant de 38%-31% à l'automne 2011 à 40%-31% aujourd'hui. Il reste toutefois nettement moins favorable que celui mesuré au printemps 2011 (EB75) et à l'automne 2010 (EB74) : 46%-23%.

Le rapport jugements positifs-jugements négatifs est serré au sein des pays UE15 (37% contre 33%) et des pays de la zone euro (36% contre 32%). Les jugements positifs progressent de deux points au sein du groupe UE15 et d'un point auprès des pays de la zone euro alors que les jugements négatifs sont parfaitement stables. Il est bien plus favorable au sein des pays non membres de la zone euro (47%-28% pour 46%-29% à l'automne 2011) et des pays NEM12 (50%-21% pour 51%-23% à l'automne 2011).

Comme lors de l'enquête précédente, les jugements défavorables l'emportent dans cinq pays: en Grèce (56%), en Espagne (46% contre 24%), au Royaume-Uni (40% contre 38%), au Portugal (38% contre 27%) et en Italie (38% contre 17%). A l'exception du Royaume-Uni, où le rapport jugements positifs-jugements négatifs s'améliore de 8 points, la tendance est à une dégradation nette dans les quatre autres pays : le rapport opinions positives-opinions négatives se détériore ainsi de 24 points en Grèce, de 8 points en Italie et au Portugal et de 4 points en Espagne.

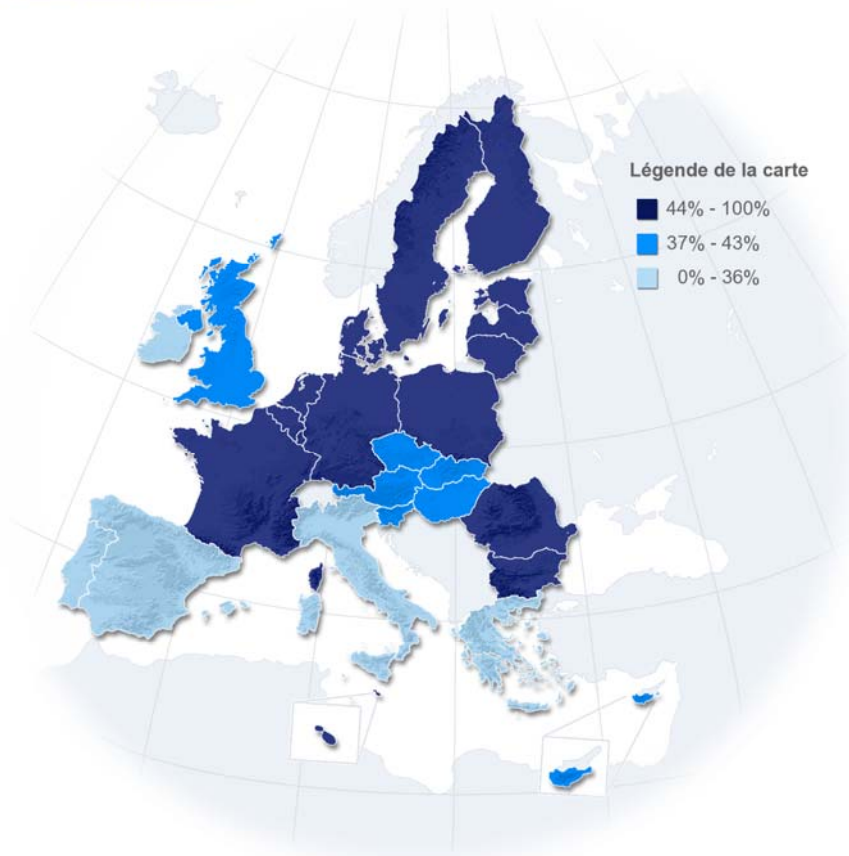
⁷ QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et de faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

Les jugements positifs dominent à l'inverse dans 22 pays de l'Union européenne, rassemblant une majorité absolue des personnes interrogées dans 10 d'entre eux : Lituanie (64%), Suède (63%), Danemark (55%), Finlande (55%), Roumanie (54%), Bulgarie (53%), Estonie (52%), Pologne (52%), Allemagne (50%) et Lettonie (50%) ; et une majorité relative dans 12 pays : Pays-Bas (48% contre 32%), Malte (46% contre 19%), France (45% contre 28%), Belgique (44% contre 32%), Luxembourg (44% contre 26%), Slovaquie (43% contre 32%), République tchèque (42% contre 32%), Chypre (41% contre 26%), Slovénie (41% contre 28%), Hongrie (39% contre 32%), Autriche (38% contre 31%, avec également 38% de réponses spontanées « ni l'une ni l'autre ») et Irlande (33% contre 20%, derrière 38% de « ni l'une ni l'autre »).

	LT	64%
	SE	63%
	DK	55%
	FI	55%
	RO	54%
	BG	53%
	EE	52%
	PL	52%
	LV	50%
	DE	50%
	NL	48%
	MT	46%
	FR	45%
	LU	44%
	BE	44%
	SK	43%
	CZ	42%
	CY	41%
	SI	41%
	UE	40%
	HU	39%
	AT	38%
	UK	38%
	IE	33%
	PT	27%
	ES	24%
	EL	22%
	IT	17%

Question: QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?





























Réponses: Dans la bonne direction



Au sein de ce groupe de pays à approbation dominante de la politique de sortie de crise, les évolutions sont contrastées. Le rapport d'opinion s'améliore ainsi significativement en France (+15 points), en Roumanie (+12), en Allemagne (+8) et aux Pays-Bas (+6). Il se dégrade en revanche significativement à Chypre (-20 points), à Malte (-12), en Bulgarie (-9), en Suède (-8) et en Slovaquie (-6).






QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

+ Diff. Pr.2012 - Aut.2011

		Dans la bonne direction		Dans la mauvaise direction		Ni l'une ni l'autre (SPONT.)		Ne sait pas	
	UE27	40%	+2	31%	=	20%	=	9%	-2
	LT	64%	-1	11%	=	13%	+2	12%	-1
	SE	63%	-4	20%	+4	10%	+3	7%	-3
	DK	55%	-1	29%	+2	9%	+1	7%	-2
	FI	55%	-2	27%	+1	10%	+2	8%	-1
	RO	54%	+8	17%	-4	15%	-4	14%	=
	BG	53%	-7	9%	+2	27%	+6	11%	-1
	EE	52%	-3	12%	-7	26%	+12	10%	-2
	PL	52%	-5	19%	-2	20%	+5	9%	+2
	DE	50%	+8	20%	=	26%	-4	4%	-4
	LV	50%	-3	15%	-3	23%	+4	12%	+2
	NL	48%	+4	32%	-2	9%	+2	11%	-4
	MT	46%	-6	19%	+6	20%	+3	15%	-3
	FR	45%	+8	28%	-7	15%	+1	12%	-2
	BE	44%	+1	32%	-3	22%	+4	2%	-2
	LU	44%	-5	26%	-1	22%	+5	8%	+1
	SK	43%	=	32%	-3	21%	+3	4%	=
	CZ	42%	-2	32%	-1	17%	+2	9%	+1
	CY	41%	-14	26%	+6	23%	+8	10%	=
	SI	41%	-2	28%	+4	25%	-1	6%	-1
	HU	39%	-4	32%	=	19%	+3	10%	+1
	AT	38%	-3	21%	-4	38%	+9	3%	-2
	UK	38%	+6	40%	-2	10%	-6	12%	+2
	IE	33%	+1	20%	-2	38%	+5	9%	-4
	PT	27%	-3	38%	+5	24%	+2	11%	-4
	ES	24%	-4	46%	=	20%	+4	10%	=
	EL	22%	-10	56%	+14	20%	-3	2%	-1
	IT	17%	-4	38%	+4	34%	+4	11%	-4

L'opinion portée sur la politique de sortie de crise de l'UE est fortement dépendante de l'âge, du niveau de diplôme et des conditions socioéconomiques des individus. L'approbation de la politique conduite par l'UE pour sortir de la crise décroît ainsi linéairement avec l'âge, de 50% chez les 15-24 ans à 36% chez les personnes âgées de 55 ans et plus. Elle est majoritaire chez les catégories diplômées (48% qui jugent que l'UE va dans la bonne direction contre 27% d'un avis contraire chez les individus ayant poursuivi le plus longtemps leurs études), chez les cadres (48% contre 27%), les personnes aisées (46% contre 27% chez les individus avouant n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures) et se considérant comme appartenant à la classe supérieure (53% contre 24%). A l'inverse, la désapprobation est dominante chez les personnes peu diplômées (36% de désapprobation contre 29% d'opinion favorable chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans), les chômeurs (40% contre 31%), les personnes en situation de précarité financière (41% contre 27% chez les personnes avouant la plupart du temps avoir du mal à payer leurs factures), et les personnes se considérant comme appartenant à la classe ouvrière (35% contre 34%).

QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE27	40%	31%	20%	9%
 Sexe				
Homme	41%	33%	19%	7%
Femme	39%	29%	21%	11%
 Age				
15-24	50%	24%	18%	8%
25-39	42%	31%	19%	8%
40-54	37%	34%	21%	8%
55 +	36%	30%	22%	12%
 Age de fin d'études				
15-	29%	36%	23%	12%
16-19	38%	32%	21%	9%
20+	48%	27%	18%	7%
Toujours étudiant	53%	22%	17%	8%
 Echelle d'occupation				
Indépendants	39%	33%	21%	7%
Cadres	48%	27%	18%	7%
Autres employés	40%	30%	21%	9%
Ouvriers	40%	32%	20%	8%
Hommes/ femmes au foyer	32%	32%	24%	12%
Chômeurs	31%	40%	20%	9%
Retraités	38%	29%	21%	12%
Etudiants	53%	22%	17%	8%
 Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	27%	41%	21%	11%
De temps en temps	35%	34%	22%	9%
Pratiquement jamais	46%	27%	19%	8%
Considère appartenir à				
La classe ouvrière	34%	35%	21%	10%
La classe moyenne	45%	28%	19%	8%
La classe supérieure	53%	24%	18%	5%

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 et le 27 mai 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 77.3 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Research and Speechwriting ».

La vague 77.3 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 77 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'enquête EUROBAROMÈTRE 77.3 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les États participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)**

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.076	12/05/2012	25/05/2012	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.016	12/05/2012	21/05/2012	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.002	12/05/2012	24/05/2012	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	12/05/2012	27/05/2012	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.502	12/05/2012	27/05/2012	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/05/2012	27/05/2012	916.000
IE	Irlande	Ipsos MRBI	1.000	12/05/2012	25/05/2012	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.001	12/05/2012	25/05/2012	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	12/05/2012	27/05/2012	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.007	12/05/2012	27/05/2012	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	12/05/2012	24/05/2012	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	505	12/05/2012	27/05/2012	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	12/05/2012	27/05/2012	1.448.719
LT	Lituanie	TNS LT	1.019	12/05/2012	27/05/2012	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	507	12/05/2012	27/05/2012	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.010	12/05/2012	27/05/2012	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/05/2012	26/05/2012	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.012	12/05/2012	27/05/2012	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	993	12/05/2012	27/05/2012	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/05/2012	27/05/2012	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.010	14/05/2012	27/05/2012	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.073	12/05/2012	22/05/2012	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.023	12/05/2012	27/05/2012	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	12/05/2012	27/05/2012	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.001	12/05/2012	27/05/2012	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.019	12/05/2012	27/05/2012	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.305	12/05/2012	27/05/2012	51.081.866
TOTAL UE27			26.637	12/05/2012	27/05/2012	406.834.359
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	12/05/2012	25/05/2012	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/05/2012	27/05/2012	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	14/05/2012	27/05/2012	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	12/05/2012	18/05/2012	1.678.404
IS	Islande	Capacent	500			252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.015	12/05/2012	21/05/2012	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.020	12/05/2012	17/05/2012	6.409.693
TOTAL			32.728	12/05/2012	27/05/2012	472.288.137